

PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du **17 SEP. 2019**

mettant en demeure la société Techniques Surfaces Wasselonne
de porter à la connaissance du Préfet du Bas-Rhin
les modifications apportées aux installations de son usine située 7 rue Robert Minder à Wasselonne

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2001 portant autorisation d'exploiter (...) à la société Techniques Surfaces rue du Général De Gaulle (aujourd'hui Techniques Surfaces Wasselonne 7 rue Robert Minder) à Wasselonne ;
- VU le rapport du 30 juillet 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 février 2019 des installations de la société Techniques Surfaces Wasselonne située 7 rue Robert Minder à Wasselonne, l'inspection de la DREAL a constaté que ces installations, autorisées par l'arrêté préfectoral du 2 mars 2001 susvisé, ont notablement changé en référence aux descriptifs de la demande d'autorisation instruite en 2001, en particulier : augmentation du volume des bains de traitement aux sels fondus (de l'ordre de 3000 l) et de celle de la capacité de dégraissage (de 100 l à 500 l) ;

CONSIDÉRANT que pour autant l'exploitant n'a pas porté ces changements notables à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation requis ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société Techniques Surfaces Wasselonne est mise en demeure, pour son usine du 7 rue Robert Minder à 67310 Wasselonne, de satisfaire, au plus tard le 1^{er} novembre 2019, à la disposition de l'article R.181-46 du Code de l'environnement qui veut que :

« Toute (...) modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, (...) par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

NB : le caractère substantiel ou non de cette modification sera apprécié par le préfet du Bas-Rhin et l'inspection des installations classées au regard des éléments d'appréciation produits, notamment en ce qui concerne le statut « SEVESO » de l'établissement.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Techniques Surfaces Wasselonne par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au Maire de Wasselonne.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix-BP 51038– 67070 Strasbourg Cédex)) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.